



# Les vecteurs de l'autorité politique dans la mutation institutionnelle florentine (1494 -1502)

Jean-Marc Rivière

## ► To cite this version:

Jean-Marc Rivière. Les vecteurs de l'autorité politique dans la mutation institutionnelle florentine (1494 -1502). Cahiers d'Etudes Romanes, 2015, Les mots du politique, 30, pp.59-71. hal-01353935

**HAL Id: hal-01353935**

**<https://hal.science/hal-01353935>**

Submitted on 17 Aug 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Marc Rivière

## Les vecteurs de l'autorité politique dans la mutation institutionnelle florentine (1494-1502)

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Jean-Marc Rivière, « Les vecteurs de l'autorité politique dans la mutation institutionnelle florentine (1494-1502) », *Cahiers d'études romanes* [En ligne], 30 | 2015, mis en ligne le 14 avril 2016, consulté le 07 juillet 2016. URL : <http://etudesromanes.revues.org/4786>

Éditeur : Centre aixois d'études romanes

<http://etudesromanes.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://etudesromanes.revues.org/4786>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cahiers d'études romanes est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# Les vecteurs de l'autorité politique dans la mutation institutionnelle florentine (1494-1502)

Jean-Marc Rivière

Aix-Marseille Université, CAER EA 854

## Résumé

Lors de la mutation institutionnelle de novembre-décembre 1494, le passage du régime médicéen à la première République induit une mutation fondamentale des vecteurs de l'autorité politique. L'affrontement entre oligarchie et tenants d'un régime populaire entraîne une scission progressive entre les lieux où s'élabore la réflexion politique et ceux où celle-ci est mise en œuvre. Cette dichotomie aboutit à l'institution du Gonfalonierat à vie, en 1502, qui sanctionne ce *modus vivendi* original, mais porte en même temps les germes de l'effondrement final du régime républicain.

Mots-clés : Florence, républicanisme, prosopographie, Médicis

Aborder la question des fondements et des rapports d'autorité à Florence pendant la première République nécessite qu'on s'intéresse en premier lieu au lien complexe qui unit celle-ci au régime médicéen. Car, contrairement aux apparences – et nous savons combien, à Florence, les apparences comptent davantage que la réalité des faits –, il n'y a pas de rupture réelle de ce point de vue lorsque, en novembre 1494, le régime républicain supplante son prédécesseur médicéen.

L'une des caractéristiques majeures de ce dernier tient au fait qu'il se fonde sur une déconnexion entre la légitimité et l'autorité : l'autorité politique des Médicis passe en effet moins par une participation aux principaux conseils de gouvernement que par leur capacité de s'assurer la complaisance et l'adhésion de la majorité des membres de ces organes. Ils consacrent donc beaucoup d'énergie à peser sur la sélection des titulaires des principales charges publiques, soit en manipulant les procédures de qualification à ces charges, soit en influant sur la composition des organes chargés de les attribuer, et se

fondent pour cela sur leur *consorteria*<sup>1</sup>, un réseau complexe de liens familiaux, matrimoniaux, géographiques et économiques. Ce réseau traverse la société florentine selon un axe vertical qui lie à la famille dominante des composantes de toutes origines sociales. Dans un tel contexte, les responsabilités publiques sont réservées pour l'essentiel aux représentants de l'oligarchie, qui tiennent les rouages des finances publiques, de la diplomatie et des affaires militaires, si bien que les rapports politiques se résument alors, selon les mots de Riccardo Fubini, à une « polarisation et [un] heurt entre ceux qui sont admis parmi les membres du *reggimento* et ceux qui en sont exclus<sup>2</sup> ».

Après la chute de Pierre de Médicis, le 9 novembre 1494, les rapports politiques ne s'organisent plus en fonction du simple rapport de proximité avec la famille dirigeante, mais prennent des formes plus complexes et, surtout, ouvertement antagonistes. Là où, durant le régime médicéen, les relations entre l'oligarchie et les catégories médianes fonctionnaient sur le mode de la dépendance et de l'association, elles prennent à partir du mois de décembre 1494 l'aspect d'une opposition très forte, dont se font l'écho les chroniqueurs contemporains, à l'image de Bartolomeo Cerretani, Luca Landucci, Piero Parenti ou encore Piero Vaglienti. La réflexion politique des mois de novembre-décembre 1494 aboutit à l'instauration, le 23 décembre, du *Consiglio maggiore*, organe majeur du nouvel ordonnancement institutionnel et dépositaire de la légitimité politique. Les fondements mêmes du jeu politique en sont modifiés, car c'est l'admission à cet organe qui fonde désormais la citoyenneté et, donc, la participation à la vie publique.

Pour la première fois, on dispose d'une définition claire des contours du groupe qui est habilité, de droit, à participer à la gestion de la cité en étant électeur et éligible aux principaux conseils de gouvernement. Or, la participation au *Consiglio maggiore* est établie sur des critères assez larges pour ne pas en réserver l'accès aux seuls membres de l'oligarchie et pour en ouvrir au contraire les portes à un grand nombre de citoyens issus des catégo-

---

1 Voir à ce propos Sergio Bertelli, « Embrioni di partito alle soglie dell'età moderna », dans S. Bertelli (dir.), *Per Federico Chabod (1901-1960). Atti del seminario internazionale*, vol. I: *Lo stato e il potere nel Rinascimento*, Università di Perugia, *Annali della Facoltà di Scienze Politiche*, 1980-1981, Perugia, Grafica Benucci, 1982, p. 19.

2 « [...] si polarizza la competizione cittadina, che al limite diventa contrapposizione e scontro tra inclusi e esclusi nel novero del "reggimento" », Riccardo Fubini, « L'uscita dal sistema politico della Firenze quattrocentesca dall'istituzione del Consiglio maggiore alla nomina del gonfaloniere perpetuo », dans *I ceti dirigenti in Firenze dal gonfalonierato di giustizia a vita all'avvento del ducato*, a cura di E. Invernizzi, Comitato di studi sulla storia dei ceti dirigenti in Toscana, Atti del VII convegno, Firenze, 19-20 settembre 1997, Lecce, Conte, 1999, p. 28.

ries médianes<sup>3</sup> : les différents recensements du *Consiglio maggiore* font état de 3374 membres en 1496 et de 3748 en 1508<sup>4</sup>. L'oligarchie, qui avait fortement contribué à faire chuter Pierre de Medicis, s'y trouve donc en position minoritaire face aux catégories médianes, si bien que le *Consiglio maggiore* se présente, dès sa création, comme le lieu où s'expriment et se confrontent les principales lignes de tension sociopolitiques. Dès le début du mois de décembre 1494, se dessine ainsi en son sein une ligne de partage très nette entre les tenants d'un *governo stretto* et les partisans d'une large ouverture politique.

Si la ligne de démarcation entre l'oligarchie et les catégories médianes s'impose aussi clairement et aussi vite, c'est parce qu'en face de l'oligarchie, qui est habituée à occuper les principales charges publiques et ne veut pas se trouver dépossédée de ses prérogatives traditionnelles, se font entendre les catégories médianes, qui revendiquent au sein des principaux conseils de gouvernement une place proportionnelle à celle qu'elles occupent au sein du *Consiglio maggiore* et, donc, un accès nouveau à l'autorité politique. Une analyse plus fine montre que cette ligne de partage n'est pas hermétique, car les contours de ces deux groupes présentent un certain flou à leurs marges. Il est en particulier malaisé d'établir une définition de l'oligarchie fondée sur des critères quantifiables, car prééminence sociale et prééminence politique ne sont pas nécessairement concordantes à Florence. L'un des principaux critères d'admission à ce groupe est l'ancienneté de l'accès des membres de la famille au priorat. Mais il est surtout question sur ce point d'un problème de perception. Les familles de l'oligarchie sont avant tout celles qui s'identifient comme telles, qui revendiquent ce statut et qui, en retour, sont perçues comme telles par les habitants de la cité<sup>5</sup>. Dans les textes contemporains, l'oligarchie n'est d'ailleurs pas présentée comme un bloc homogène, mais au contraire comme un groupe qui subit de multiples fractures et recompositions selon les moments et les circonstances.

---

3 Sont en effet membres du *Consiglio maggiore* les hommes de 29 ans révolus dont l'un des ancêtres directs, sur les trois précédentes générations, a été élu aux *Tre maggiori*, c'est-à-dire les trois principaux conseils de gouvernement (la *Signoria*, les *Dodici Buonuomini* et les gonfaloniers de Compagnie).

4 Nous renvoyons ici au *Répertoire prosopographique* réalisé en marge de notre thèse de Doctorat, *L'espace politique républicain à Florence de 1494 à 1527 : réforme des institutions et constitution d'une élite de gouvernement*, sous la direction de J. L. Fournel, Université Paris 8, 2005, d'où sont tirés tous les chiffres et pourcentages cités plus bas.

5 Pour savoir qui est considéré comme membre de l'oligarchie, il faut donc avant tout se fier aux textes contemporains : Benedetto Dei identifie par exemple, en 1474, 385 *prime case* dans sa *Cronica dall'anno 1400 all'anno 1500*, Firenze, Papafava, 1984, c. 73rv, p. 150-152.

À l'inverse, les catégories médianes montrent chez Piero Parenti, chez Bartolomeo Cerretani, voire chez Francesco Guicciardini, une unité apparente sur les principales questions de la réflexion politique, et en premier lieu sur la nécessité de défendre le régime mis en place après la chute de Piero de' Medici. Cette union défensive leur apparaît d'autant plus nécessaire que, dès les premiers mois de 1495, nombreuses sont les tentatives de déstabilisation du nouveau régime menées par la frange de l'oligarchie favorable à un gouvernement restreint. Jusqu'en 1512, les *popolani* sont donc concentrés sur la préservation de leurs acquis politiques et perçoivent l'oligarchie dans son ensemble comme une source de menace potentielle, malgré le fait que certains membres éminents de celle-ci soutiennent le régime et y participent activement. Il n'y a là aucune incohérence et, aux moments de plus forte tension, la radicalisation du conflit politique prend donc, du côté des milieux populaires, de forts accents sociaux, comme l'écrit Giorgio Cadoni :

Malgré la complexité qui les caractérise et rend leur interprétation difficile, les luttes qui se sont développées en son sein au sujet des méthodes électorales et des pouvoirs des *Dieci di libertà*, tout comme celles qui précédèrent les mutations constitutionnelles de 1502, montrent d'évidence que les principaux antagonistes appartenaient à deux groupes sociaux distincts, que les chroniqueurs contemporains, dont on ne peut repousser le témoignage avec une orgueilleuse suffisance, définissent grâce aux termes *grandi* (ou *primati*) et *popolani*<sup>6</sup>.

Les luttes internes à la cité ne sauraient toutefois se réduire à un simple affrontement bipolaire entre deux groupes sociaux-politiques, car une vision aussi manichéenne du débat politique ne rend compte ni des liens transversaux entre les différents groupes, ni des nuances à l'intérieur des différents discours. Elle reflète toutefois une perception largement répandue parmi les membres du *Consiglio maggiore*. Cette vision se trouve renforcée par la conviction d'une large frange de l'oligarchie que, dans le contexte de crise institutionnelle, économique et militaire que connaît Florence en cette fin de siècle, les qualités nécessaires pour gérer les affaires de la cité sont très inégalement partagées. Habitée de longue date à participer aux principaux conseils de gouvernement,

---

6 « Ma, nonostante la complessità che le caratterizza e ne rende ardua l'interpretazione, le lotte sviluppatesi al suo interno riguardo ai metodi elettorali e ai poteri dei Dieci di libertà, così come quelle che precedettero i mutamenti costituzionali del 1502, mostrano con evidenza che gli antagonisti principali appartenevano a due gruppi sociali distinti, che i cronisti coevi, la cui testimonianza non può essere respinta con orgogliosa sufficienza, definiscono mediante i termini di "grandi" (o "primati") e "popolani" », G. Cadoni, « 1494-1512: "reggimento" oligarchico o "governo popolare" », in *Lotte politiche e riforme istituzionali a Firenze tra il 1494 e il 1502*, Roma, Nella sede dell'Istituto, 1999, p. 14.



l'oligarchie se considère comme la détentrice exclusive des compétences nécessaires à la gestion de la cité. Si l'oligarchie se sent habilitée à incarner l'autorité politique, c'est d'abord parce que ses membres, à titre individuel, en ont déjà fait l'expérience, mais aussi, au niveau collectif, parce qu'elle détient un certain nombre d'instruments éducatifs. L'exemple le plus couramment utilisé est celui des *Libri di famiglia*, qui sont des livres de mémoire rédigés par les chefs de famille et destinés à l'éducation des générations successives<sup>7</sup>.

En face, les catégories médianes veulent quant à elles jouir effectivement de leurs nouveaux droits civiques et revendiquent un accès au pouvoir proportionnel à leur poids numérique au sein du *Consiglio maggiore*. Toute la question pour elles est de définir des modalités de participation à la vie publique qui leur permettent effectivement d'avoir une réelle influence sur celle-ci. La majorité au sein du *Consiglio maggiore* autorise certes les catégories médianes à bloquer des projets de loi ou à rejeter certains individus proposés à des charges, mais ne leur offre pas la possibilité de dessiner les principales orientations de la cité ni de peser sur les choix en matière diplomatique, militaire ou financière, que seule permet la participation aux principaux conseils de gouvernement.

Cette prise de conscience induit une mutation tout à fait intéressante des termes du débat politique : si la question de *qui* a le droit de gérer la cité a été définitivement résolue par l'instauration du *Consiglio maggiore*, il s'agit désormais de déterminer quelle forme, quelles modalités et, surtout, quelle ampleur doit prendre l'entrée dans la vie publique de cette large fraction de la population qui était jusqu'alors presque complètement exclue de la prise de décisions. Dans un système où tous les citoyens ont, de droit, la possibilité d'accéder aux principaux conseils de gouvernement, la définition du mode d'attribution des charges devient donc un enjeu politique majeur et fait l'objet de très vives discussions durant les premières années du régime. Le système électif est en effet considéré comme favorable aux représentants de l'oligarchie, qui jouissent d'une notoriété plus grande parmi leurs concitoyens, tandis que le tirage au sort apparaît plus équitable aux *popolani* (encore que, au sein de chaque groupe, les avis soient parfois divergents à ce sujet). Il faut cependant préciser que, lorsqu'on parle de tirage au sort à Florence, le système est biaisé par le fait qu'en réalité la liste des noms placés dans les bourses destinées à cet effet font traditionnellement l'objet d'une présélection. Les partisans du *governo stretto* affirment dès lors très tôt la nécessité de sélectionner les titulaires des charges

---

7 Nous renvoyons ici aux travaux de Cécile Terreaux-Scotto, notamment *Les âges de la vie dans la pensée politique florentine républicaine de la révolte des Ciompi à la chute de la République*, Thèse de Doctorat présentée sous la direction de J.-L. Fournel, Université Paris 8, 2001.

publiques. Ainsi lit-on dans un discours anonyme sur la réforme rédigé à la fin de l'année 1494 :

Et parce que « des charges publiques » dépendent tout le bien, la santé, la mutation et la rectitude de cette cité, il convient de ne plus les abandonner aux mains du hasard, car le hasard est trompeur, et il produit en peu de temps des hommes qui ne conviennent pas à un tel poids et, comme ils ne conviennent pas, s'ensuivent les souillures et les mutations décrites plus haut<sup>8</sup>.

Les discussions sur le mode d'attribution des charges se prolongent de décembre 1494 à jusqu'en mai 1499, date à laquelle est adopté un compromis définitif, qui prend la forme d'un système mixte complexe qui mêle élection et tirage au sort. La conséquence de cette réforme sur la distribution des charges est parfaitement perceptible sur la composition des *Tre maggiori* puisque, entre le 15 décembre 1494 et le 31 mai 1499, 557 citoyens, issus de 307 familles, occupent 709 charges au sein de ces magistratures. On pourrait donc croire, en première analyse, que la mutation institutionnelle de 1494 semble conduire à une large distribution des principales charges politiques. Lorsqu'on approfondit cette étude, les conclusions que l'on peut tirer de ces données prennent cependant une tout autre dimension. Plus de la moitié des familles représentées au sein des *Tre maggiori* le sont en effet par un seul membre seulement, tandis qu'une minorité (20,5 %) y impose trois de ses membres ou davantage. La liste des familles les mieux représentées témoigne d'une très forte présence des familles du *stato vecchio*, dont la première expérience du priorat remonte pour certaines à plus d'un siècle : près des trois quarts des membres des *Tre maggiori* recensés entre le 15 décembre 1494 et le 31 mai 1499 ont en effet déjà été élus à une charge similaire avant décembre 1494. Tous les Gonfaloniers de Justice, au nombre de vingt-six, sont dans ce cas, ainsi que 77 % des Prieurs et 70 % des membres des *Collegi*.

La transition entre le régime médicéen et son successeur est donc marquée par une large permanence du même personnel politique. Dans un contexte politique troublé, marqué par des difficultés économiques, diplomatiques et militaires multiples, il n'est pas surprenant qu'on fasse appel à un personnel expérimenté et déjà au fait du fonctionnement de ces instances. On trouve une

---

8 « Et perché [gli uffici pubblici] sono quegli da quali dipende tutto el bene et salute et mutamento et fermezza di questa città, non è più lassargli guidare alla sorte, perchè la sorte è fallace, e in brieve tempo produce homini e quali non sono idonei a tanto peso et non sendo idonei ne segue gl'inquinamenti e mutamenti di sopra. », *Discorso I di anonimo sulla riforma dello stato fiorentino l'anno 1494*, dans Guidubaldo Guidi, *Ciò che accadde al tempo della signoria di novembre dicembre in Firenze l'anno 1494*, Firenze, Arnaud, 1988, p. 202.



preuve supplémentaire de ce phénomène lorsqu'on se penche sur l'âge moyen des titulaires des *Tre maggiori*. On s'aperçoit en effet que celui-ci est plus élevé encore que sous la domination médicéenne : il est ainsi de 52 ans en 1495, contre 44 ans et six mois en 1490 par exemple. Le changement de régime se traduit donc par un vieillissement notable des hommes placés à la tête des organes qui le gouvernent. Ce phénomène s'explique par la tentation de faire appel à des hommes d'expérience au moment où les nouvelles institutions ont besoin d'être stabilisées. Pour une large frange de l'oligarchie, la nécessité d'assurer la survie du régime doit prendre le pas sur les velléités égalitaires des catégories médianes.

Cette mainmise oligarchique sur les *Tre maggiori* n'est cependant pas tenable sur le long terme, en premier lieu parce que l'impuissance politique des catégories médianes induit une frustration qui génère de très fortes tensions sociales. Celles-ci trouvent leur plus forte expression lors du « moment savonarolien », qui court de décembre 1494 à mai 1498. Cette période revêt un intérêt particulier, car c'est à ce moment-là que s'ébauchent un certain nombre de phénomènes qui vont par la suite influencer toute la réflexion sur le pouvoir à Florence. Il n'entre pas dans notre propos de procéder à une analyse approfondie du mouvement savonarolien, mais nous pouvons toutefois relever le contraste flagrant entre sa faible représentativité et sa forte influence politique. En croisant toutes les sources d'époque, on s'aperçoit en effet que le nombre de savonaroliens déclarés au sein du *Consiglio maggiore* durant les années 1497-1498 s'élève à environ 390 citoyens (ce nombre doit être rapporté aux quelques 3500 membres de cette assemblée), soit environ 15 % des membres de cette assemblée. Cette faible présence numérique ne manque pas de surprendre, si l'on songe à la vigueur de l'antagonisme des années 1497 et 1498 et, surtout, avec l'intense activité publique déployée par les savonaroliens durant cette période.

On observe à cette occasion un phénomène tout à fait intéressant : bien qu'ils soient en très nette infériorité numérique au sein du *Consiglio maggiore*, les partisans de Savonarole parviennent à se transformer en une force politique capable de peser sur la vie publique et même de survivre à la disparition de ses principaux dirigeants. Traditionnellement, la réflexion liée à ce processus a souvent tourné autour du degré d'organisation de la faction savonarolienne et, plus largement, autour de son éventuelle structuration en un véritable « parti politique », au sens contemporain de l'expression<sup>9</sup>. Or il

---

<sup>9</sup> Nous renvoyons à ce sujet à Sergio Bertelli, « Embrioni di partito alle soglie dell'età moderna », dans S. Bertelli (ed.), *Per Federico Chabod (1901-1960). Atti del seminario internazionale*,

apparaît que cette question est liée de manière très intime au problème de la construction de l'autorité. Car, de simple « minorité agissante », le mouvement savonarolien se transforme, en l'espace de quelques années, en une véritable force politique capable de peser sur les principales orientations de la cité. Les vecteurs par lesquels passe cette influence sur la vie publique se révèlent tout à fait intéressants. L'étude de l'attribution des *Tre maggiori* montre en effet une présence permanente des savonaroliens déclarés au sein des plus hautes charges de l'État, y compris au Gonfalonierat de Justice, à partir de décembre 1494, mais surtout du second semestre 1495. La *Signoria* élue le 26 juin 1495 compte ainsi en son sein quatre savonaroliens déclarés, dont le Gonfalonier de Justice, Lorenzo Lenzi, et elle peut compter sur le soutien d'au moins cinq des *Dodici Buonuomini* et de sept des 16 gonfaloniers de Compagnie. Par la suite, les partisans du Dominicain occupent le Gonfalonierat de Justice presque sans interruption de janvier 1496 à février 1497. De juillet 1495 à avril 1498, seules deux magistratures ne comptent aucun savonarolien en leur sein. Ceux-ci sont d'ailleurs très nettement surreprésentés par rapport à leur poids au sein du *Consiglio maggiore*, puisqu'ils occupent 18,4% des charges des *Tre maggiori* en 1495, 26 % en 1496 et 30 % en 1497. Bien qu'elle soit très diffuse et qu'elle s'accroisse régulièrement de 1495 à la fin de 1497, la présence des savonaroliens au sein des *Tre maggiori* leur permet cependant rarement d'y être majoritaires. L'élection au Gonfalonierat de Justice en mars 1497 de Bernardo Del Nero, un fervent anti-savonarolien, montre combien leur suprématie politique est fragile. Cela signifie que, si la mainmise sur les *Tre maggiori* est un élément important de maîtrise de la vie politique, elle n'est pas suffisante à placer un groupe en position dominante dans la cité et doit se doubler d'un certain nombre de relais.

On comprend mieux le rôle central de la faction savonarolienne durant les années 1495-1498, lorsqu'on étudie la composition d'un certain nombre d'autres conseils ou magistratures, que nous qualifierons ici de « restreints », d'abord par commodité de langage, par opposition aux *Tre maggiori*, mais aussi parce qu'en définitive ils n'impliquent qu'un nombre réduit d'individus. À côté des *Tre maggiori*, magistratures les plus importantes sur le plan symbo-

---

vol.1: *Lo stato e il potere nel Rinascimento*, Università di Perugia, Annali della Facoltà di Scienze Politiche, 1980-1981, Perugia, Grafica Benucci, 1982, p. 17-35; à Alison Brown, « Partiti, correnti o coalizioni: un contributo al dibattito », dans A. Fontes, J.-L. Fournel, M. Plaisance (dir.), *Savonarole. Enjeux, débats, questions*, Actes du colloque international, Paris, 25-26-27 janvier 1996, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle, 1997, p. 50-79; ainsi qu'à J.L. Fournel et J.C. Zancarini, *La politique de l'expérience: Savonarole, Guicciardini et le républicanisme florentin*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2002.

lique, il existe un certain nombre d'organes qui ont un champ d'action limité à des domaines précis, mais qui offrent un pouvoir et une influence réels à leurs titulaires. Il s'agit en particulier du conseil des *Dieci di libertà* (chargé des affaires militaires et diplomatiques), du conseil des *Otto di guardia* (chargé d'administrer la justice pénale), des *Ufficiali del Monte* (chargés de gérer les finances publiques), et des *Conservatori di legge* (qui ont des compétences en matière juridique). Si ces conseils offrent à leurs titulaires une visibilité moins grande que les *Tre maggiori*, ils n'en sont pas moins prestigieux – notamment les *Dieci* – et donnent à leurs titulaires un réel pouvoir d'action dans les champs de compétences concernés. Si on regarde en détail la composition de ces conseils, on s'aperçoit que les savonaroliens y sont toujours représentés à partir de décembre 1494. Tout comme dans les *Tre maggiori*, cette présence permanente s'accompagne cependant rarement d'une mainmise politique, car les savonaroliens demeurent presque toujours minoritaires au sein de ces organes.

Pour comprendre l'influence de Savonarole et de ses partisans, il faut donc chercher au-delà des *Tre maggiori* et des conseils restreints. On touche là à l'une des spécificités les plus intéressantes du mouvement savonarolien, qui accorde une large place au discours politique. On connaît bien sûr le rôle fondamental joué par les sermons que prononce Savonarole dans l'église de Santa Maria del Fiore. Outre leur contenu idéologique et la personnalité même de Savonarole, l'énorme résonance de ces sermons tient, sur un plan formel, au fait que désormais la parole politique, sous sa forme orale du moins, se répand bien au-delà de la sphère restreinte à laquelle l'ordonnancement institutionnel de 1494 l'avait jusqu'alors cantonnée. Le socle du nouveau régime, le *Consiglio maggiore* n'est pas, en effet, un lieu de débat ou de discussion. Il est avant tout un lieu de vote et de désignation, d'où est proscrite, sauf dans des circonstances exceptionnelles, toute forme de discussion ou d'échange oral. De même, si au sein des conseils de gouvernement et des magistratures s'expriment des divergences, le détail des débats n'est pas diffusé dans la cité, sauf sous forme d'indiscrétions de la part des titulaires de ces charges. Il existe par ailleurs des cercles informels de discussion et de réflexion, comme par exemple celui qui se réunit chez Bernardo Rucellai (ce qui lui a valu la dénomination d'*Orti oricellari*), mais, là encore, les discussions sont circonscrites à un petit groupe d'individus issus de l'oligarchie et sélectionnés sur la base d'un socle culturel, social et idéologique commun. Les sermons savonaroliens représentent donc un moment particulier dans la vie de la cité, où le discours politique s'échappe du cercle restreint des membres de l'oligarchie habitués aux hautes fonctions publiques pour atteindre la masse des citoyens. Or il est tout à fait frappant de constater que, si la faction savonarolienne ne se trouve

jamais en position majoritaire dans les principaux conseils de gouvernements, elle occupe en revanche une place dominante dans une assemblée qui accorde une large place au discours politique et dont le rôle au sein de l'ordonnement institutionnel ne cesse de croître au fil des ans, celle des *Consulte e pratiche della repubblica fiorentina*. Cette assemblée présente un intérêt particulier dans notre réflexion en raison de son mode de fonctionnement, qui réserve une large place à la parole politique<sup>10</sup>. Mieux que toute autre instance, elle symbolise la possibilité offerte aux citoyens florentins d'investir soudainement (et, pour la majorité d'en eux, sans y avoir été préparés) le champ de la parole politique<sup>11</sup>. La spécificité de l'ordonnement institutionnel mis en place à partir de décembre 1494 tient donc à ce qu'il sépare l'instance au sein de laquelle se développe la réflexion politique collective (les *pratiche*), de l'instance délibérative (le *Consiglio maggiore*) et de celle qui est chargée de la mise en œuvre des décisions (principalement les *Tre maggiori* et les *Dieci*).

Dans un premier temps, cette fragmentation entraîne une fragilisation de la position du *Consiglio maggiore*, qui se trouve cantonné à un rôle de blocage et de veto. Les dernières années du xv<sup>e</sup> siècle sont ainsi marquées par des heurts très violents qui se cristallisent en particulier sur le conseil des *Dieci*, dont les membres sont soupçonnés par les milieux populaires de préparer le renversement du régime populaire. On aboutit ainsi en 1499 à une situation de quasi paralysie institutionnelle, qui amène le *Consiglio maggiore* à refuser de désigner les membres du conseil des *Dieci* et à rejeter les appels de fonds demandés par ce dernier pour faire face aux dépenses militaires. Pour éviter la chute du régime, un compromis politique s'instaure alors, qui peut être résumé ainsi : l'oligarchie abandonne la majorité au sein des *Tre maggiori* aux mains des catégories médianes parce que, après la violente crise civile liée à la question savonarolienne, elle veut éviter que naissent des heurts dont elle ressortirait meurtrie. À l'inverse, les catégories médianes sont conscientes que, dans un contexte difficile en matière financière et militaire, il vaut mieux laisser l'oligarchie gérer

---

10 Fondé sur un double transfert, d'abord de la parole commune vers un discours individuel, ensuite de l'oralité vers l'écriture, le travail de cette assemblée aboutit à une intéressante synthèse linguistique, qui vaut pour elle-même, comme élément constitutif du discours politique et non plus comme un simple vecteur d'énoncés. Voir à ce sujet Jean-Marc Rivière, « Rhétorique de l'action dans les *Consulte e pratiche della Repubblica fiorentina* », dans *Catégories et mots de politique à la Renaissance italienne*, J.-L. Fournel, H. Miesse, p. Moreno, J.-C. Zancarini (dir.), *Destini incrociati/Destins croisés vol. XII*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, Peter Lang, 2014, p. 161-167.

11 Sur le fonctionnement des *pratiche*, voir J.-M. Rivière, *L'espace politique républicain...*, *op. cit.*, p. 146-267.

des domaines qu'elle connaît parfaitement et lui abandonner la mainmise sur les conseils restreints et les *pratiche*. L'instauration du Gonfalonierat à vie, en 1502, vient sanctionner ce nouvel équilibre institutionnel, bien différent de celui qui avait été instauré par le texte du 23 décembre 1494 : là où ce dernier texte mettait en avant la dépersonnalisation du pouvoir et la rotation rapide aux charges, la création du Gonfalonier à vie instaure au cœur du système institutionnel un élément de stabilité. Tout autant que le *Consiglio maggiore* – ou plus exactement à côté de celui-ci –, le Gonfalonier à vie devient l'incarnation de la légitimité républicaine. Il sert en outre de point de cristallisation de l'autorité politique, qui jusqu'alors souffrait d'être morcelée et fragmentée. Le choix de Piero Soderini est signifiant de cette volonté de transformer en complémentarité la concurrence qui s'est instaurée entre oligarchie et catégories médianes. Bien qu'il soit un oligarque, Soderini se montre en effet toujours soucieux d'associer les catégories médianes à la vie politique. Sa personnalité même est un symbole de la nécessité pour les deux groupes sociaux majoritaires de parvenir à un compromis politique s'ils veulent sauver le régime républicain.

Nous touchons là du doigt, paradoxalement, l'une des causes majeures de l'échec final de la République en 1512 : en cristallisant la dichotomie entre, d'une part, le moment de la réflexion politique et celui de la prise de décision, et, d'autre part, entre l'instance où est pensée la politique et celle qui est chargée de la mettre en œuvre, l'instauration du régime sodérinien vient en quelque sorte sanctionner le fait que deux élites différentes, dont les contours sont distincts et très peu perméables, coexistent l'une à côté de l'autre<sup>12</sup>. Or, le problème est que cette double élite fonctionne sur un mode concurrentiel plutôt que complémentaire. Ce déséquilibre institutionnel et les inévitables dysfonctionnements qu'il entraîne amènent peu à peu une lassitude généralisée parmi les Florentins, qui constatent que les organes chargés de résoudre les difficultés financières et militaires n'y parviennent pas et ne jouent pas le rôle qui leur avait été assigné à l'origine<sup>13</sup>. À la fin août 1512, lorsque Soderini est renversé, les réactions dans la cité sont ainsi très discrètes, même parmi les catégories médianes,

---

12 L'écart qui se creuse entre l'âge moyen des élus aux *Tre maggiori*, d'une part, et celui des membres des *pratiche* et des conseils restreints, d'autre part, illustre cette dichotomie. D'un côté, on trouve au sein des *Tre maggiori* des individus jeunes, qui aspirent à se former à la vie publique. De l'autre, la génération de l'oligarchie qui a participé en 1494 à la naissance du régime conserve la mainmise sur les conseils restreints et les *pratiche*, bloquant de fait tout processus de formation des jeunes, tout particulièrement de ceux qui sont issus des catégories médianes. Que des hommes jeunes comme Machiavel ou Guichardin accèdent à de hautes responsabilités relève donc de l'exception.

13 Sur cette question, voir J.-M. Rivière, « Rhétorique de l'action dans les *Consulte e pratiche della Repubblica fiorentina* », *op. cit.*, p. 167-178.



comme si un consensus s'était formé autour de l'idée que l'ordonnancement institutionnel était arrivé dans une impasse, que Donato Giannotti résume cet état d'esprit avec une implacable lucidité: « Nous pouvons en conclure que, en 1512, beaucoup étaient prêts à provoquer la ruine de la république, peu nombreux étaient ceux qui voulaient la défendre, en très grand nombre étaient ceux qui attendaient de voir la suite<sup>14</sup> ».

---

14 « Onde possiamo concludere, che in Firenze nel 1512 molti fusseno parati a ruinare la repubblica, pochi che la volessino difendere, assaissimi che stesseno a vedere », Donato Giannotti, *Repubblica fiorentina*, xx, a cura di G. Silvano, Genève, Droz, 1990, c. 75r, p. 150. Voir aussi: Th. Picquet, *Della Repubblica Fiorentina*, Roma, Aracne, 2011, p. 105-113.



## Sources

### Archives

FACHARD Denis (a cura di), *Consulte e pratiche della Repubblica fiorentina (1505-1512)*, Genève, Droz, 1988; - (1498-1505), 1993; - (1495-1497), 2002.

*Florentine Renaissance Resources, Online Tratte of Office Holders, 1282-1532*, Version 1.1, Machine readable data file, edited by David Herlihy, Robert Burr Litchfield, Anthony Molho and Roberto Barducci, Florentine Renaissance Resources/STG, Brown University, Providence, R. I., 2002.

### Textes imprimés

CERRETANI Bartolomeo, *Dialogo della mutatione di Firenze*, a cura di G. Berti, Istituto Nazionale di Studi sul Rinascimento, Firenze, Leo S. Olschki, 1993.

GUICCIARDINI Francesco, *Dialogo del reggimento di Firenze*, a cura di G. M. Anselmi e C. Varotti, Torino, Universale Bollati Berlinghieri, 1994.

GUICCIARDINI Francesco, *Storie fiorentine dal 1378 al 1509*, a cura di A. Monteverocchi, Milano, Rizzoli, 1998.

GUICCIARDINI Francesco, *La libertà moderata. Tre discorsi*, a cura di G. M. Barbuto, Torino, La Rosa, 2000.

GIANNOTTI Donato, *Della Repubblica fiorentina*, a cura di Th. Stella Picquet, Roma, Aracne, 2011.

MACHIAVELLI Niccolò, *Discursus Florentinarum rerum post mortem iunioris Laurentii Medices*, dans *L'arte della guerra. Scritti politici minori*, a cura di J.-J. Marchand, D. Fachard e G. Masi, Roma, Salerno Editrice, 2001, p. 621-641.

PARENTI Piero, *Storia Fiorentina*, a cura di A. Matucci, Istituto Nazionale di Studi sul Rinascimento, I (1476-1478 ~ 1492-1496), Firenze, Leo S. Olschki, 1994; II (1496 ~ 1502), Firenze, Leo S. Olschki, 2005.

SAVONAROLA Girolamo, *Trattato circa il reggimento e governo della città di Firenze*, dans *Prediche sopra Aggeo*, a cura di L. Firpo, Roma, Angelo Belardetti, 1965, p. 435-487.